



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

NON AU FAIT ACCOMPLI AU TOGO !

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) appelle l'Union Africaine et la CEDEAO à ne pas accepter le fait accompli du jeune dictateur togolais Gnassingbé Faure qui vient de lancer un véritable défi à la Communauté africaine.

Les condamnations de principe et les sanctions symboliques ne sont guère efficaces pour décourager le clan Eyadéma et acculer le dictateur Gnassingbé Faure à la démission.

La RADDHO demande à la Communauté africaine et internationale de prendre des décisions beaucoup plus fermes pour éviter d'entériner un dangereux précédent en Afrique.

La RADDHO recommande à cet effet :

- l'envoi urgent d'une délégation de la CEDEAO et de l'Union Africaine à Lomé avec le mandat de rétablir le Président de l'Assemblée Nationale déchu, Fanbara Ouattara Natchaba, et de pousser le dictateur Gnassingbé Faure à la démission ;
- le soutien à toutes les Organisations démocratiques togolaises qui luttent pour la restauration de la légalité constitutionnelle ;
- à la France qui a une lourde responsabilité dans la situation actuelle au Togo, de soutenir les efforts de la Communauté africaine et togolaise pour chasser le dictateur Gnassingbé Faure ;
- à la Société civile africaine et de la diaspora à manifester devant toutes les ambassades togolaises à travers le monde jusqu'au départ du dictateur Gnassingbé Faure.

Non à la dictature, non à la monarchie au Togo !

**Fait à Dakar, le 08 Février 2005
Le Secrétariat Général**